

Ecrit par le 3 avril 2025

Le Pays des Sorgues Monts de Vaucluse lance sa station d'épuration avec une réutilisation durable de l'énergie



La communauté de Communes [Pays des Sorgues Monts de Vaucluse \(CCPSMV\)](#) et [Véolia](#) ont annoncé conjointement le lancement du projet ECOLO-STEP qui a pour objectif la mise en place d'un nouveau modèle de station d'épuration plus durable et écologique. Un projet mis sur pied grâce notamment à l'[Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse](#) qui a financé à hauteur de 70% au titre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Eau et Climat ».

Le lancement du projet ECOLO-STEP, qui consiste à l'installation d'une nouvelle station d'épuration, plus écologique et vertueuse sur la Communauté de Communes Pays des Sorgues Monts de Vaucluse, a été rendue officielle. Le démarrage des opérations est prévu fin 2024 et la mise en place de ce projet a un cout total de 1,8 million d'euros dont 70% ont été pris en charge par l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.

Cette innovation qui a été rendue possible par l'agence Véolia et l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée

Ecrit par le 3 avril 2025

Corse doit permettre de répondre aux enjeux liés à l'eau et à l'énergie tout en améliorant la défense du territoire face au changement climatique en réduisant son niveau de dépendance énergétique.

Un projet qui répond à plusieurs enjeux d'avenir

Face aux épisodes de sécheresse qui sont emmenés à se perpétuer, une solution devait être apportée afin de faire face à cette problématique majeure pour la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable du territoire et la préservation du cadre de vie qui est un enjeu d'avenir pour les Sorgues.

Avec le projet ECOLO-STEP, qui impliquera à la fois la station d'épuration de L'Isle-sur-la-Sorgue et celle de l'industriel Rousselot, la CCPSMV a pour but de réduire son empreinte environnementale et son niveau de dépendance via 2 solutions : une utilisation de ressources alternatives afin de réduire les pressions sur les ressources en eau et les milieux aquatiques ainsi qu'une utilisation d'énergies renouvelables pour réduire fortement ses émissions de CO2.

Selon [Pierre Gonzalvez](#), Maire de l'Isle sur la Sorgue et Président de la CCPSMV, ce projet constitue un enjeu d'avenir important. "Dans ce contexte, il est nécessaire d'agir rapidement et de changer de paradigme, en considérant que les 'impacts' d'aujourd'hui constituent les 'ressources' de demain. »

Réduire les pressions sur les ressources en eau

La possibilité de réutilisation d'une partie des eaux usées traitées de la station d'épuration de L'Isle-sur-la-Sorgue permettra de disposer d'une ressource alternative et renouvelable pour répondre aux usages ne nécessitant pas une qualité d'eau potable, et ainsi de diminuer les prélèvements sur les ressources souterraines.

Réduire la dépendance énergétique du territoire

Le projet ECOLO-STEP permettra également d'adapter les équipements de collecte et de relevage des rejets des stations d'épuration de l'Isle-sur-la-Sorgue et de l'entreprise Rousselot pour alimenter un futur réseau de chaleur. Cette initiative a pour objectif de réduire significativement l'empreinte carbone de la collectivité, tout en améliorant la qualité des rejets dans la Sorgue.

Le projet comprendra aussi la création d'une installation photovoltaïque en autoconsommation pour réduire la consommation électrique de la station d'épuration de l'Isle-sur-la-Sorgue avec un taux d'autoproduction prévisionnel de plus de 23 %. Cette mesure contribuera à réduire l'empreinte carbone du territoire et à améliorer son autonomie énergétique.

Améliorer la qualité des milieux naturels et favoriser la biodiversité

Le projet ECOLO-STEP comprendra enfin la création d'une zone végétalisée afin de favoriser la biodiversité et participer au piégeage du CO2. Cette initiative contribuera aussi à l'amélioration du cadre de vie des citoyens en offrant un aménagement paysager propice à la promenade.

Écrit par le 3 avril 2025

Selon [Olivier Campos](#), directeur Veolia Eau Provence Alpes, « Veolia est un acteur engagé dans la gestion optimisée des ressources. Nous sommes fiers de contribuer aux côtés de la CCPSMV à ce projet global d'économie circulaire et d'adaptation du territoire au changement climatique. »

Nicolas Murlon nommé directeur général de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse



[Nicolas Murlon](#) a été nommé directeur général de l'[agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse](#). Il a pris ses fonctions le 15 février et a succédé à Laurent Roy qui est désormais président de la section milieux, ressources et risques de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable au ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires.

Avant d'être nommé directeur général de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, Nicolas Murlon a commencé sa carrière professionnelle en Bourgogne en tant que chef du service de l'eau et des milieux aquatiques à la direction régionale de l'environnement, puis a été conseiller social auprès de Ségolène Royal, ministre de l'Écologie, avant d'être directeur de l'Institut de formation de l'environnement. Il a

Écrit par le 3 avril 2025

occupé également le poste de directeur départemental des territoires du Val-d'Oise ces cinq dernières années.

« Je suis heureux de retrouver le monde de l'eau au sein duquel j'ai démarré ma carrière, affirme-t-il. J'ai conscience d'arriver à une période charnière où l'urgence climatique impose aux territoires de s'adapter sans attendre. » Dans ses nouvelles fonctions, Nicolas Murlon compte se mobiliser tout particulièrement sur la déclinaison territoriale du Plan eau, dont le cap a été donné par le président de la République en mars 2023, dans le but de répondre aux objectifs de sobriété en eau, de reconquête de la qualité de l'eau et de préservation des milieux aquatiques et de la biodiversité. Il va aussi participer à la finalisation du 12^e programme d'intervention 2025-2030 de l'agence de l'eau.

Martial Saddier réélu président du comité de bassin Rhône-Méditerranée

Ecrit par le 3 avril 2025



Le [comité de bassin Rhône-Méditerranée](#), dont les 165 membres ont été nommés pour 6 ans, a réélu Martial Saddie à sa présidence. Député de Haute-Savoie, conseiller régional Auvergne Rhône Alpes, il reprend pour 3 ans la tête de cette assemblée qui définit la politique de gestion de l'eau et des milieux aquatiques à l'échelle du bassin Rhône-Méditerranée.

Le comité de bassin a également élu ses 2 vice-présidents, Jacques Pulous (membre de France Nature Environnement) et Benoît Boucher (représentant de l'APIRM - association pour la prévention des pollutions industrielles) ainsi que les membres du conseil d'administration de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, qui est présidé par Pascal Mailhos, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes. La moitié des membres du comité de bassin sont de nouveaux membres et 42% sont des femmes (contre 17% dans le précédent comité de bassin).

Ces désignations interviennent par ailleurs dans le cadre d'une nouvelle répartition au sein des différents collèges du comité de bassin. Ainsi, le nouveau comité de bassin, dont l'effectif global reste inchangé, comprend toujours un collège des élus de 66 membres, mais dorénavant deux collèges d'égale importance (33 membres), l'un regroupant les usagers non professionnels (associations de protection de la nature, pêcheurs, consommateurs) et l'autre les usagers professionnels (agriculture et industrie), alors que précédemment, tous les usagers étaient regroupés dans un collège unique. Le poids relatif du monde

Écrit par le 3 avril 2025

associatif est ainsi renforcé. Autre changement : l'arrêté de désignation des membres du comité de bassin est désormais pris par le Préfet de bassin, et non plus au niveau national, traduisant une volonté de déconcentration des décisions.

La nouvelle étape qui attend le nouveau comité de bassin et son président sera la validation définitive du SDAGE Rhône-Méditerranée dont le projet a été adopté en septembre 2020. Il vise un objectif ambitieux de 68 % de cours d'eau en bon état écologique en 2027 contre 48% actuellement et s'accompagne d'un programme de mesures qui représente environ 3 milliards d'euros sur 6 ans. A partir du 1er mars et pour 6 mois, ces documents seront ouverts à la consultation publique afin que les citoyens puissent donner leur avis sur ces feuilles de route stratégiques.